

### JavaScript est désactivé!

Pour afficher ce contenu, vous devez utiliser un navigateur compatible avec JavaScript.

```
swfobject.embedSWF('http://www.dailymotion.com/swf/x4k27ol','avreloaded0','400','320','8.0.0','  
/plugins/content/avreloaded/expressinstall.swf',  
{v3:'1',related:'0',autoPlay:'0',colors:'background:DDDDDD;glow:FFFFFF;foreground:333333;sp  
ecial:FFC300;},{wmode:'window',bgcolor:'#FFFFFF',quality:'high',allowScriptAccess:'always',all  
owfullscreen:'true',menu:'true'}',{id:'p_avreloaded0',styleclass:'allvideos'});
```

**Mme la présidente.** La parole est à Mme Marie-Christine Dalloz.

**Mme Marie-Christine Dalloz.** Madame la présidente, monsieur le secrétaire d'État, monsieur le président de la commission des finances, madame la rapporteure générale, mes chers collègues, notre assemblée est appelée à examiner en nouvelle lecture le projet de loi pour le règlement du budget de l'exercice 2015 dans une urgence quasi absolue. En effet, en une seule journée, nous aurons discuté ce texte en commission mixte paritaire, en commission des finances et en séance. Ces délais devraient plaire au Président de la République, qui se plaint de la lenteur législative.

S'agissant de la CMP, qui a eu lieu ce matin, mon explication diverge légèrement de celle de notre rapporteure générale. Les sénateurs Les Républicains et la majorité sénatoriale, au-delà de la question de l'insincérité ou de la sincérité budgétaires – ils ne remettent pas en cause cette dernière, monsieur le secrétaire d'État – contestent, et nous avec eux, **le choix de la politique budgétaire et fiscale que le Gouvernement et le Président de la République ont mené.**

C'est cela

que nous remettons en cause !

Comme vous avez pu le constater, monsieur le secrétaire d'État, les parlementaires Les Républicains ont voté contre votre projet de loi. Nous nous opposons avec la plus grande fermeté à la politique budgétaire et fiscale de ce gouvernement, qui a été conduite en 2015 et qui l'est en 2016. **Nous suivons ainsi la Cour des comptes qui elle-même considère que la situation financière de la France est profondément dégradée.** Ce n'est pas la vision du « tout va mieux » chère à M. Lefebvre !

Pourtant, la France bénéficie d'un incroyable alignement des planètes. Le contexte économique n'a jamais été aussi favorable depuis plusieurs années : baisse de plus de 40 % du prix du pétrole, politique monétaire volontariste de la Banque centrale européenne, plan de relance de la Commission européenne, reprise de l'activité économique en Europe et dans le

monde. Tous ces éléments sont favorables.

Conséquence positive : le taux de croissance de notre pays est en augmentation avec 1,3 % pour 2015, ce qui est une bonne nouvelle.

Pourtant, un bémol à cette bonne note s'impose bien vite lorsque nous comparons notre pays à nos voisins européens. Regardez dans quel contexte nous évoluons ! La moyenne de croissance de nos voisins de la zone euro est de 1,7 % et, mieux, celle de nos voisins de l'Union européenne est, quant à elle, de 2 % ! **La France est donc loin derrière.**

Mais, plus grave encore, nous faisons partie des quatre derniers pays à être au-dessus des 3 % de déficit avec la Grèce, l'Espagne et le Portugal.

Quatre pays se situent au-delà des 3 % de déficit ! Monsieur le secrétaire d'État, le déficit est toujours en 2016 au-dessus des 3 % alors que le candidat François Hollande avait promis de passer sous cette limite en 2013.

**Soit le candidat Hollande a menti aux Français en 2012, soit le Président Hollande s'est trompé dans ses choix budgétaires et économiques.**

Selon le Gouvernement, le déficit de l'État est en amélioration de 15,1 milliards d'euros par rapport à 2014 et de 3,9 milliards par rapport à la loi de finances initiale. En apparence, nous ne pourrions que nous en réjouir, mais c'est sans compter avec la différence entre la vision de la réalité du Gouvernement et ce qu'est vraiment la réalité du pays.

Ainsi, si nous enlevons le deuxième programme d'investissements d'avenir et le versement au Mécanisme européen de stabilité – c'est une contrainte –, l'amélioration est seulement de 300 millions d'euros. **L'honnêteté aurait voulu que le Gouvernement prenne en compte ce chiffre.**

Conséquence inévitable de cette politique : notre dette continue de s'envoler et rien ne semble pouvoir l'arrêter, pas même les arrangements du Gouvernement – j'ai évité un terme que vous n'aimez pas, monsieur le secrétaire d'État, en parlant d'arrangements. Elle atteignait à la fin de 2015 près de 2 100 milliards d'euros, soit 96,1 % du PIB ! **Elle est ainsi plus élevée de 5 points par rapport à celle de la moyenne de la zone euro.** C'est cela qu'il faut regarder, ce que font les pays qui nous entourent !

Pourtant, le Gouvernement essaie par tous moyens de la maquiller. Il a ainsi mis en place une politique de primes d'émission massive de dette. **Sans cet artifice, la dette serait plus importante de 22 milliards d'euros.**

Cette politique de courte vue améliore en effet la dette sur le court terme, mais elle alourdit les échéances futures et c'est la prochaine majorité qui héritera de cette contrainte supplémentaire.

Mme la rapporteure générale nous dit que cette pratique a déjà été utilisée dans le passé : oui, mais avec des taux d'intérêt largement inversés ! Aujourd'hui, nous pourrions avoir la chance d'emprunter de l'argent à des taux historiquement bas et l'on va chercher des primes d'émission à des taux très élevés ! **Quel est l'intérêt, si ce n'est de masquer momentanément une vérité ?**

Toujours dans le cadre de cet alignement parfait des planètes, nous sommes face à des taux d'emprunt historiquement bas – je viens de le rappeler. Cela ne suffit pourtant pas à améliorer les finances de notre pays. La question que nous devons nous poser est la suivante : pour combien de temps ? Pour combien de temps ces taux seront-ils à ces niveaux avantageux ? Qu'arrivera-t-il le jour où les taux remonteront et où nos emprunts et notre dette exploseront ? Il ne s'agit pas d'être pessimiste, mais la responsabilité des politiques, notre responsabilité, est de prévoir toutes les situations. **Je doute que notre pays soit prêt à cette éventualité après les quatre années de la présidence Hollande.**

Enfin, le Gouvernement se targue d'une dépense publique maîtrisée. Il est vrai que les dépenses publiques ont baissé en 2015, mais les efforts du Gouvernement n'y sont pour rien. Ce sont bien les investissements locaux et la charge de la dette qui ont baissé, mais les coups de rabot opérés pour le gel du point d'indice et des prestations sociales sont les conséquences de cette baisse de la dépense publique.

L'État n'a ainsi pas tenu ses promesses en matière d'économie. Je vous rappelle, monsieur Lefebvre, qu'il nous avait promis **7,3 milliards d'euros d'économie pour arriver au final à seulement 1,7 milliard.** Le delta est impressionnant !

C'est bien peu lorsque l'on demande autant aux autres comme, par exemple, aux collectivités locales, dont les dotations fondent et qui sont obligées d'arrêter, de freiner ou de reporter leurs investissements. Mais ce n'est rien comparé à ce que vous avez demandé et imposé aux ménages.

Vous aimez les chiffres et vous évoquez souvent ceux de 2007. Je vais vous en donner afin qu'ils alimentent votre réflexion pour les semaines à venir. Je remercie à ce propos notre rapporteure générale pour la qualité de son travail où figure la part de l'impôt des ménages : **en 2007, celle-ci représentait 22,91 % du PIB ; en 2015, elle était de 25,47 % du PIB.** Voilà la réalité : l'appauvrissement des ménages, et c'est vous qui en êtes responsables !

Nous le savons, monsieur le secrétaire d'État, même si tous les ménages sont concernés, c'est surtout la classe moyenne de notre pays qui a subi vos multiples hausses fiscales et qui ne cesse de s'appauvrir, de voir baisser son pouvoir d'achat.

Enfin, tout cela arrive alors que le Président de la République s'est lancé dans la course à l'élection présidentielle, **promettant à chaque sortie présidentielle une nouvelle dépense, un nouveau cadeau électoral.** Pour la seule année 2016, François Hollande a déjà fait des promesses pour 6 milliards d'euros – et l'on va nous dire qu'on maîtrise la dépense publique ! Pour 2017 et les années suivantes, l'addition sera salée – pour l'année 2017, nous avons déjà 10 milliards d'euros au compteur, alors que nous sommes loin de l'avoir commencée...

**Vous le comprendrez, monsieur le secrétaire d'État, nous nous opposons non seulement à ce projet de loi de règlement pour 2015, mais également à la politique de ce gouvernement.** Les députés Les Républicains maintiennent leur vote négatif et resteront d'une extrême vigilance lors des prochains rendez-vous budgétaires.